



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté préfectoral du **15 JUIN 2026** mettant en demeure la société SODIPAN LE NAPPAGE à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017 portant autorisation des activités de la société SODIPAN TABLE située sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de visite d'installation des RIA/PIA n° 328 – (n° 237890076) établi suite à l'entretien du 23 juin 2025 ;
- Vu le rapport d'intervention de vérification des extincteurs de la société SODIPAN TABLE en date du 24 février 2026 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 24 mars 2026 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriers du 7 et 14 avril 2026.

## **CONSIDÉRANT :**

que la société SODIPAN TABLE située sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY est régulièrement autorisée à exercer des activités de production d'articles de table en papier et qu'elle bénéficie de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2017 ;

que la société SODIPAN TABLE a changé de nom de raison sociale au bénéfice de SODIPAN LE NAPPAGE ;

que le rapport de visite d'installation RIA/PIA n° 328 – (n° 237890076) établi suite à l'entretien du 23 juin 2025 mentionne 8 robinets d'incendie armés non-conformes sur les 17 contrôlés ;

que le rapport d'intervention de vérification des extincteurs de la société SODIPAN TABLE en date du 24 février 2026 fait état de 3 extincteurs avec une corrosion prononcée et non-conformes à la réglementation ;

que ces faits constituent des manquements à l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que l'exploitant indique avoir un extincteur pour 98 m<sup>2</sup> dans la zone de production et 1 extincteur tous les 120 m<sup>2</sup> dans la zone des pièces détachées, ainsi qu'un extincteur au niveau de la cuve de gaz ;

qu'ainsi il respecte le référentiel en vigueur qui prévoit un extincteur pour 200 m<sup>2</sup> et que le remplacement des extincteurs corrodés n'est, selon l'exploitant, pas nécessaire ;

que, par ailleurs le mur coupe-feu séparant l'atelier A du magasin de matières premières de l'unité A comprend quatre portes pour laisser le passage de piétons, de convoyeurs et de chariots élévateurs, et présente une ouverture pour le passage de câbles électriques ;

que le passage des câbles électriques n'est pas étanché par un produit garantissant le caractère REI (résistance, étanchéité, isolation) du mur ;

que lors de la visite de l'inspection des installations classées du 9 février 2026, l'exploitant n'a pas justifié des caractéristiques REI des portes dont certaines étaient endommagées ;

qu'ainsi, les caractéristiques REI du mur ne sont pas établies ;

que ces faits constituent un manquement à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017 portant autorisation des activités de la société SODIPAN TABLE située sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY ;

que l'exploitant sollicite un délai de 9 mois pour l'installation de nouvelles portes coupe-feu étant donné le délai de commande et d'intervention des entreprises extérieures ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SODIPAN LE NAPPAGE de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY ;

qu'un délai est nécessaire pour la mise en conformité des installations ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

**ARRÊTE**

## Article 1<sup>er</sup>

La société SODIPAN LE NAPPAGE (n°SIRET : 82226395000013), dont le siège social est situé Boulevard Industriel 76 800 SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY est mise en demeure pour son établissement situé Rue du Petit Champ, Boulevard Industriel à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76 800) de respecter l'**article 4.5 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté en remettant en conformité tous les robinets d'incendie armés du site.

Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet dans le même délai à l'inspection des installations classées un rapport de visite d'installation RIA ne mentionnant aucune non-conformité.

## Article 2

La société SODIPAN LE NAPPAGE (n° SIRET : 82226395000013), dont le siège social est situé Boulevard Industriel 76800 SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY est mise en demeure pour son établissement situé Rue du Petit Champ, Boulevard Industriel à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76 800) de respecter l'**article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2017** portant autorisation des activités de la société SODIPAN TABLE située sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY sous **neuf mois** à compter de la notification du présent arrêté en justifiant des caractéristiques minimum REI 60 des parois et portes séparant l'atelier A du magasin de matières premières de l'unité A.

Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant :

- transmet à l'inspection des installations classées une attestation mentionnant les caractéristiques REI 60 des 4 portes installées dans le mur,
- comble l'espace laissé ouvert par le passage de câbles électriques dans le mur avec un produit garantissant les caractéristiques REI 60 du mur et transmet la fiche technique mentionnant cette garantie à l'inspection des installations classées.

## Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## Article 5

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY pendant une durée minimum d'un mois.



## Article 6


Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SODIPAN LE NAPPAGE.

Fait à ROUEN, le

**15 JUIN 2026**

Le préfet,

  
Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe

**Hélène HESS**